REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 27 juillet au 02 août 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Santé : Réseau SEGA.....2
- Maladies climato-sensibles : Au cœur des préoccupations de la COI
- Le reseau SEGA-One Health de la COI s'adapte

1.2 Prix Indianocéanie.....6
- Prix Indianocéanie : 15 écrivains malagasy en lice

1.3 Environnement : Projet ExPLOI.....7
- LE FFEM SOUTIENT LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION PLASTIQUE DANS L'OCÉAN INDIEN

2. Centres d'Intérêts

2.1 Energies renouvelables.....8
- Joe Lesjongard : "Réduire les émissions de gaz de 30 % d'ici 2030"

2.2 Environnement.....9
- Ecosystème des mangroves : 4 200 pieds de palétuviers gris plantés dans le Sud à Tsingoritelo

2.3 Economie..... 10
- Economie : L'avenir demeure flou
- Impact du Covid-19 sur les entreprises : malgré le signe d'une légère reprise, le contexte reste morose
- Inquiets pour leur avenir, les restaurateurs demandent l'aide de l'Etat

2.4 Tourisme.....13
- Depuis le 23 juillet 2021 - Réouverture des hôtels : les Mauriciens bouillants malgré l'hiver
- Air Seychelles to resume flights to Mauritius in October after 18-month pause
- Le tourisme en berne-Désastre économique à Sainte -Marie

2.4 Coopération.....16
- L'UCCIA et le PNUD signent deux accords en faveur du secteur agricole

Maladies climato-sensibles : Au cœur des préoccupations de la COI

La région Océan Indien est la troisième région du monde la plus affectée par les aléas naturels et reste exposée aux impacts du changement climatique.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un surplus de 150 000 décès imputables au dérèglement climatique est constaté à travers le monde. Les îles en développement comme Madagascar et quelques-unes dans la région de l'Océan Indien, sont particulièrement vulnérables face au changement climatique. La Commission de l'océan Indien (COI), à travers le réseau SEGA-One Health s'y penche de plus en plus, afin de mieux prévenir les risques sanitaires liés aux changements climatiques. C'est ainsi qu'un atelier régional du réseau SEGA – One Health de la COI sur la surveillance intégrée des syndromes et maladies climato-sensibles s'est tenu la semaine dernière, du 26 au 28 juillet 2021, avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne (UE). Cet atelier organisé par visioconférence a réuni plus de 40 participants des Etats membres de la COI tant des secteurs de la santé que des services climatiques. Une première étape pour intégrer les effets du changement climatique dans les actions pour la santé et mettre en place un dispositif commun d'alerte précoce des impacts du dérèglement climatique sur la santé dans notre région.

Adaptation. Le Secrétaire général de la COI, le Pr Vêlayoudom Marimoutou, a fait part de la menace importante que constitue le dérèglement climatique pour la santé publique et animale : « *Ce sont des bouleversements systémiques qui s'annoncent. Il nous faut donc prévenir les risques sanitaires liés au climat en intégrant cette dimension environnementale et climatique dans notre action en santé publique* », a-t-il affirmé.

Le contexte sanitaire lié à la pandémie de Covid-19 n'arrange pas les choses. En effet, les systèmes de santé restent fortement affectés par la pandémie. La région de l'Océan Indien n'est pas épargnée. « *Les Etats membres sont confrontés aux défis de maîtriser cette épidémie et la crise sanitaire qu'elle provoque. Il ne faut cependant pas que cette épidémie de Covid-19 nous fasse oublier les endémies régionales particulièrement actives dans notre région et qui sont bien souvent causées par les effets du changement climatique* », a pour sa part rappelé Sadna Ammearally- Nistar, directrice adjointe de l'AFD pour Maurice et les Seychelles.

Dispositif d'alerte précoce. Ce phénomène devrait s'accentuer à l'avenir. Il est plus que temps que les mesures de prévention, d'adaptation et de résilience face aux changements climatiques soient prises, notamment sur le front de la santé publique. Les trois jours d'atelier de la semaine dernière avaient alors pour principal objectif d'échanger sur les solutions possibles

pour y faire face. Il a permis de partager les connaissances sur le changement climatique et ses impacts sur la santé, d'échanger sur les dispositifs et ressources disponibles en matière de surveillance des maladies et syndromes climato-sensibles et de données météorologiques, et de prendre connaissance des bonnes pratiques au sein des Etats membres. Les participants ont pu, par la même occasion, échanger sur les indicateurs pertinents et réalistes pour la surveillance des syndromes et maladies climato-sensibles, et enfin, discuter d'un dispositif d'alerte précoce et de ses modalités de mise en œuvre.

Rappelons que le réseau SEGA – One Health est le bras armé de la COI en matière de santé publique, santé animale et santé environnementale. Il réunit plus de 300 professionnels de santé issus de départements ministériels des Etats membres, d'institutions de formation et de recherche de référence de la région. Il est appuyé depuis 2009 par l'AFD via les projets RSIE. Dans la complémentarité de la mise en œuvre de la troisième phase (RSIE3), l'Union européenne appuie également le réseau SEGA – One Health à travers un nouveau projet, RSIE4, mis en œuvre par la COI depuis décembre 2020.

Recueillis par Hanitra R.



INFO RÉGIONALE NEWS

Le réseau SEGA – One Health de la COI s'adapte

2 jours ago Jac Daniel Jean Claude Le Roy

Les effets du changement climatique concernent aussi la santé. L'Organisation mondiale de la santé constate déjà un surplus de 150 000 décès imputables au dérèglement climatique.

Un atelier régional du réseau SEGA – One Health de la COI sur la surveillance intégrée des syndromes et maladies climato-sensibles s'est tenu du 26 au 28 juillet 2021 avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne (UE). Cet atelier organisé par visioconférence a réuni plus de 40 participants des Etats membres de la COI tant des secteurs de la santé que des services climatiques. Cette rencontre a constitué une première étape pour intégrer les effets du changement climatique dans les actions en santé et mettre en place un dispositif commun d'alerte précoce des impacts du dérèglement climatique sur la santé dans notre région.

Nouvelle adaptation du réseau SEGA – One Health
Lors de l'ouverture de l'atelier le lundi 26 juillet 2021, le Secrétaire général de la COI a fait part de la menace importante que constitue le dérèglement climatique pour la santé publique et animale : « Ce sont des bouleversements systémiques qui s'annoncent. Il nous faut donc prévenir les risques sanitaires liés au climat en intégrant cette dimension environnementale et climatique dans notre action en santé publique. C'est ce que fait le réseau SEGA – One Health: il s'adapte. Notre atelier régional sur la surveillance intégrée des syndromes et maladies climato-sensibles, et sur le dispositif d'alerte précoce des impacts du dérèglement climatique sur la santé dans nos Etats membres, intervient donc à point nommé. » – Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI

Dans un contexte sanitaire encore tendu par la pandémie de Covid-19, l'échange reste donc primordial pour les Etats membres de la COI.

« La pandémie continue d'avoir de fortes répercutions sur les systèmes de santé. La région de l'océan Indien n'est pas épargnée et les Etats membres sont confrontés aux défis de maitriser cette épidémie et la crise sanitaire qu'elle provoque. Il ne faut cependant pas que cette épidémie de covid-19 nous fasse oublier les endémies régionales particulièrement active dans notre région et qui sont bien souvent causées par les effets du changement climatique ». – Sadna Ammearally- Nistar – Directrice adjointe de l'AFD pour Maurice et les Seychelles .

Quelle est la suite ?
Ces trois jours d'atelier ont permis de partager les connaissances sur le changement climatique et ses impacts sur la santé, d'échanger sur les dispositifs et ressources disponibles en matière de surveillance des maladies et syndromes climato-sensibles et de données météorologiques, de prendre connaissance des bonnes pratiques au sein des Etats membres. Les partipants ont pu aussi échanger sur les indicateurs pertinents et réalistes pour la surveillance des syndromes et maladies climato-sensibles, et enfin, discuter d'un dispositif d'alerte précoce et de ses modalités de mise en œuvre.

« Je vois déjà quelques résultats directs de cet atelier. D'abord le renforcement de la cohésion du réseau SEGA – One Health et de l'engagement des pays qui illustre bien l'engagement et la participation de chacun, le renforcement du rôle de coordination et la légitimité de la Commission de l'océan Indien en appuis aux politiques publiques dans les Etats membres, le rapprochement avec les services de météo, l'élaboration d'un cadre commun de suivi des indicateurs, l'ouverture des questions climats sur la problématiques des maladies dites non transmissibles.» – Dr Patrick Dauby, Chef de projet à la division santé de l'AFD

C'est sur cet appel à l'action et comptant sur l'implication de tous que le Directeur de la COI a annoncé la clôture des travaux sur la surveillance intégrée des syndromes et maladies climato-sensibles dans les Etats membres de la COI.

« Le réseau SEGA – One Health s'adapte donc ! c'est le signe de l'utilité de notre réseau, de son agilité et de la pertinence de l'approche globale liant santé humaine, animale et environnementale. Cet atelier a donc marqué une première étape vers une prise en compte croissante des conséquences du changement climatique sur la santé, une prise en compte qui devra nourrir la prise de décision et conduire à l'action, très vite. Nous allons y revenir avec d'autres thématiques.» – Dev Phokeer, Directeur de la COI.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- **https://infomoris.com/maurice-info/le-reseau-sega-one-health-de-la-coi-sadapte/**
- **http://depeche-taratra.mg/11006-2/**
- **https://www.commissionoceanindien.org/cp-sante-climat/**
- **https://www.commissionoceanindien.org/aladin-avenir-seychelles-interview/**
- **https://www.commissionoceanindien.org/mieux-comprendre-lien-climat-sante/**
-

Prix Indianocéanie : 15 écrivains malagasy en lice

Avec une soixantaine de manuscrits reçus, la 3e édition du Prix Indianocéanie membres de la Commission de l'océan Indien (COI), sont à pied d'œuvre pour au 30 juin. Sur les (...)

[Lire l'article complet dans Newsmada]

LE FFEM SOUTIENT LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION PLASTIQUE DANS L'OCÉAN INDIEN



Le 9 juillet 2021, le FFEM a signé la convention de financement au profit du projet ExPLOI (Expédition Plastique Océan Indien) afin de contribuer aux efforts de réduction et au recyclage des déchets plastiques dans l'océan, grâce à l'économie circulaire.

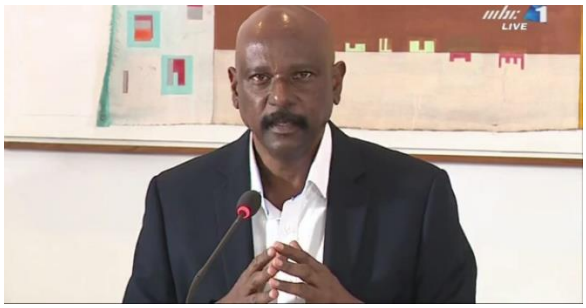
L'augmentation exponentielle de la production et de la consommation de plastiques au cours des 50 dernières années a généré une pollution dramatique de l'environnement marin dans tous les océans de la planète, dont l'océan Indien. Entre 8 et 15 millions de tonnes de plastiques sont déversées chaque année dans les océans, et les conséquences de cette pollution sur la biodiversité marine, la chaîne trophique et la santé humaine sont encore mal comprises.

Développé par la Commission de l'océan Indien (COI) et financé par le FFEM et l'AFD pour une durée de 5 ans, le projet ExPLOI vise à améliorer la connaissance de la pollution causée par les déchets plastiques et à impulser des dynamiques d'économie circulaire dans l'océan Indien.

Afin d'apporter une réponse complète à la problématique de la pollution plastique, ce projet innovant et d'envergure régionale s'articulera autour de 3 axes :

- L'amélioration de la connaissance des impacts de la pollution marine par le plastique.
- L'éducation à l'environnement et la sensibilisation à la pollution plastique.
- Le développement d'une économie circulaire régionale.

Joe Lesjongard : "Réduire les émissions de gaz de 30 % d'ici 2030"



Lors de son intervention sur le Finance Bill au Parlement le vendredi 30 juillet dernier, le ministre des Utilités publiques, Joe Lesjongard a indiqué que le gouvernement s'est fixé comme objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays de 30% d'ici 2030, tout en augmentant la production des énergies renouvelables à 60%.

Le ministre a avancé, "qu'il faut impérativement apporter des changements au niveau des opérations et de la CEB Act afin d'être mieux armés pour arriver à ce taux de 60 % d'énergies renouvelables. Jusqu'à présent, le CEB misait principalement sur la production et l'achat d'énergies conventionnelles. Nous avons les ressources nécessaires afin d'atteindre cet objectif. Au niveau des finances, je remercie le ministre de tutelle qui a mis à la disposition du CEB les fonds nécessaires. Nous voulons également améliorer les paramètres légaux afin de répondre à ces défis."

Parmi les changements à apporter, il y a l'inclusion du concept des énergies renouvelables et d'énergies propres dans la loi cadre du CEB. Ces mesures sont introduites pour permettre à l'élaboration de nouveaux plans de soutien pour inciter les opérateurs à proposer des projets afin de produire de l'énergie verte.

« On mise beaucoup sur l'industrie verte, ce secteur ayant un fort potentiel en termes de création d'emplois », a affirmé le ministre qui a fait référence à un rapport remis l'année dernière au gouvernement. Parmi les conclusions, il y a le fait que « la croissance des technologies énergies renouvelables existantes va continuer à créer des possibilités d'emplois. Cette étude révèle un potentiel de 3 000 nouveaux emplois permanents d'ici 2030 dans la filière construction et installation selon les projets, et la création de 560 emplois dans l'opération et la maintenance. »

Le ministre Lesjongard a précisé que ce rapport se base sur la production d'électricité à Maurice, dont 40% à partir d'énergies renouvelables. " Maintenant que nous visons 60%, le nombre de nouveaux emplois connaîtra une croissance", a-t-il conclu.

Ecosystème des mangroves : 4 200 pieds de palétuviers gris plantés dans le Sud à Tsingoritelo



Reboisement de mangrove à Tsingoritelo, par 50 représentants de l'ONG Bel Avenir.
Une journée de reboisement dans un village riverain de la RN9, à Tsingoritelo. C'était une manifestation organisée dans le cadre de la célébration de la journée internationale pour la conservation de l'écosystème des mangroves. Pour cette édition 2021, plus de 50 personnes de l'ONG Bel Avenir ainsi que des représentants de la société Malio – un acteur du système de gestion des déchets solides à Toliara – se sont mobilisés pour planter 4 200 pieds de jeunes Conocarpus erectus, plus connus sous le nom de palétuviers gris. Selon ses initiateurs, l'opération s'est déroulée dans la zone de préservation de la mangrove de l'ONG Bel Avenir. *« Les plantations ont débuté de bon matin et finalement ce sont 4 200 nouveaux palétuviers qui ont trouvé leur place dans la mangrove, si l'objectif de la journée était de 4 000 plants. Cette action contribue à la protection et à la préservation de l'écosystème dans cette zone, mais aussi dans tout le secteur avoisinant, en jouant un rôle essentiel dans la conservation des zones côtières »*, ont-ils soutenu. À noter que les palétuviers constituent un abri naturel pour la faune marine et contribue donc à l'atteinte de l'objectif durable n°14. Selon les explications, cette faune utilise cet abri comme lieu de reproduction. Les palétuviers participent également à la réduction de la montée des eaux dans les zones habitées.
Antsa R.

Economie : L'avenir demeure flou



L'économie du pays est actuellement au plus mal. Les confinements successifs et la fermeture des frontières ont mis l'économie à genou. Résultat : inflation, chômage, endettement et hausse des prix. Notre grande dépendance sur l'exportation joue aussi contre nous alors que le flou persiste quand à la relance économique qui est tributaire de la crise sanitaire. Les économistes Manisha Dookhony et Pramode Jaddoo dressent un constat.

Le progrès de notre économie enregistré en 2018 et 2019 a fait place à un recul. Le tourisme est à genou, les secteur financier est perturbé, l'économie est en baisse. *"La situation n'est pas bon du tout, on est ne pleine pandémie, on n'a pas surmonté la deuxième vague à 100 %. Il y a toujours cette cette crise sanitaire comme menace sur nous et, en même temps, on a à relancer notre économie. Il y aura des mesures contradictoires qu'il faudra prendre. C'est une situation identique pour tous les pays du monde, qu'ils soient riches ou pauvres",* souligne Pramode Jaddoo, économiste. Ce dernier prédit que notre économie ne se portera pas mieux avant 2025 *"si la pandémie est contrôlée."* Pour sa part l'économiste Manisha Dookhony indique que la morosité générale qui prévaut actuellement empêche le développement économique de se poursuive comme il se devait. *"Les gens ne sont pas dans cette optique d'investissement dans le long terme."*

Les exportations dégringolent.

Tous les secteurs sont concernés, en particulier l'emploi qui était déjà un problème majeur. Selon Pramode Jaddoo, la crise sanitaire est venue aggraver un problème qui rongeait déjà le secteur de l'emploi. Outre l'augmentation du nombre de chômeurs qui a atteint la barre de 52 000 personnes, contre 40 500 l'an dernier selon Statistics Mauritius, le problème de surqualification n'a fait que s'accentuer selon lui. **Suite de l'article**

Impact du Covid-19 sur les entreprises: Malgré le signe d'une légère reprise, le contexte reste morose

Par Les Nouvelles sur 30/07/2021



Annonces Google
Bloquer l'annonce
Pourquoi cette annonce ?

Annonces Google
Bloquer l'annonce
Pourquoi cette annonce ?

Déclaration de l'Etat d'urgence et instauration du confinement à Madagascar au mois de mars 2020, puis assouplissement des mesures prises. Renforcement des restrictions à partir du mois d'avril dernier... Quels impact le Covid-19 a-t-il eu sur les entreprises à Madagascar ? C'est ce à quoi ont essayé de répondre les deux vagues d'enquêtes "sur les impacts de la COVID-19 sur les activités des entreprises à Madagascar" menées par l'Instat, sous l'égide du Ministère de l'Économie et des Finances, et avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale. Présenté virtuellement, hier, la première vague d'enquête est intervenue en juin-juillet 2020, durant le confinement partiel et a concerné 943 entreprises formelle au niveau national. La deuxième a été effectué entre décembre 2020 et février 2021, et a été réalisée auprès de 1.994 entreprises formelles, toujours au niveau national.

"Ces 18 derniers mois est une période sans précédent, la crise n'est pas encore terminée, et Madagascar n'est pas une exception (...) Des efforts ont été déployés pour obtenir des données fiables et crédibles dans plus de 60 pays dans le monde. Une troisième vague d'enquête est cours d'organisation et devrait se faire très prochainement", a fait savoir Cristian Torres, spécialiste en secteur privé et développement au niveau de la Banque Mondiale.

Parmi les entreprises interrogées, d'après les résultats principaux de ces enquêtes, 97% ont déclaré une baisse de revenu de l'ordre de 55% en moyenne. Ainsi, Madagascar est plus impacté que le Tchad ou encore la Tanzanie. Comparé à mai 2019, les entreprises ont perdu 56% de leurs chiffres d'affaires mensuelles en mai 2020. "Ce chiffre ne s'est légèrement amélioré que pour atteindre une baisse de 44% entre octobre 2020 et 2019", souligne le rapport.

Suite de l'article

Inquiets pour leur avenir, les restaurateurs demandent l'aide de l'Etat

Suite à la flambée du nombre de cas, le préfet de La Réunion, Jacques Billant, a pris la parole ce jeudi 29 juillet 2021 pour annoncer un confinement partiel et un couvre-feu strict. Parmi les mesures annoncées : la fermeture des établissements recevant du public, comme les restaurants ou les bars. Ces derniers ayant déjà subi plusieurs fermetures depuis le début de la crise sanitaire doivent de nouveau se réorganiser. Une situation économique compliquée pour certains qui ne pourront pas se relever de cet ultime tour de vis. Les restaurateurs réclament l'aide de l'Etat pour "tenir le coup"

Le glas a sonné ce jeudi pour les restaurateurs qui devront fermer leurs portes dès ce lundi. Encore une fois, les restaurateurs sont dans la ligne de mire des autorités sanitaires. Des annonces incomprises, non sans conséquence pour les professionnels de la restauration, qui restent "pantois". Selon Patrick Servaux, le président de l'union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH), 95% des restaurants de l'île vont devoir fermer leurs portes complètement. "Vous savez, faire de la vente à emporter, c'est un métier bien à part. Tous les restaurateurs ne peuvent se le permettre" note ce dernier.

Pour Sylvie, l'une des employés du restaurant - bar "le Café Edouard" à Saint-Denis, l'incompréhension et la colère se font ressentir. "Nous sommes est le secteur d'activité où il y a eu le moins de cas covid depuis le début de la crise sanitaire, mais c'est nous qui sommes le plus touchés par les restrictions, c'est incompréhensible" regrette-t-elle. Elle ajoute : "depuis le début de la crise sanitaire, nous devons déjà suivre un protocole bien strict. La police nous surveille tous les soirs pour voir si l'on respecte les gestes barrière. Mais apparement ce n'est pas suffisant".

La structure a décidé de fermer complétement ses portes. "La vente à emporter n'est pas assez rentable pour nous. De plus il faudrait que l'on achète un packaging spécifique pour permettre le transports des plats. Nous préferons fermer intégralement nos locaux" explique Sylvie.

Suite de l'article

Depuis le 23 juillet 2021 - Réouverture des hôtels : les Mauriciens bouillants malgré l'hiver



Les Mauriciens veulent pouvoir se détendre.

Depuis le 23 juillet, hôtels, lodges, chambres d'hôtes, domaines, villas, appartements et bungalows détenant un permis d'hébergement touristique, peuvent accueillir des Mauriciens notamment. Loin d'être refroidis par la grisaille de l'hiver, ces derniers sont nombreux à sauter sur l'occasion. Des responsables d'hôtels s'expriment sur cette reprise optimiste et les créneaux les plus demandés par le tourisme local.
Si les touristes se font timides, ce n'est certainement pas le cas des Mauriciens. Du moins, à en croire des responsables d'hôtels. Depuis la réouverture des hôtels, lodges, chambres d'hôtes, domaines, villas, appartements et bungalows détenant un permis d'hébergement touristique à la clientèle locale, ceux-ci répondent présent. Qu'importe le froid et la grisaille de l'hiver.
Au Radisson Blu Mauritius, on affiche la satisfaction. Selon le directeur général, « l'hôtel a tourné à 80 % d'occupants pendant le week-end de réouverture ». Et cette tendance devrait se maintenir, se réjouit-il. « En cette deuxième semaine, les hôtels Radisson Blu sont encore une fois bien partis pour un week-end chargé. Nous nous attendons à avoir un hôtel rempli. »
Notre interlocuteur se montre optimiste sur le moyen terme. « Le nombre de réservations pour le mois d'août indique qu'il y a un engouement de la clientèle locale, malgré le temps maussade de l'hiver. » **Suite de l'article**

Le tourisme en berne – Désastre économique à Sainte-Marie

2 août 2021 Commenter Eric Ranjalahy 46 Vues 3 minute(s) pour lire



Le décor de rêve de Sainte-Marie déserté par les touristes depuis plus d'un an.

Ce qui a laissé de nombreux employés dans le chômage technique de longue durée. Des guides affirment être dans une situation de précarité alimentaire. Une députée, un brin alarmiste, a déjà signalé que la famine peut aussi frapper la population de Nosy-Be, sans des solutions fiables dans le court terme pour la reprise effective du tourisme. Pour Sainte-Marie, son enclavement constitue aussi un vrai handicap.

Même l'accès par les routes et la voie aérienne est aujourd'hui des plus compliqués. Par la dégradation avancée de la RN2, il faudra 15 heures pour rejoindre la capitale ou venir à Sainte-Marie depuis Antananarivo. Alors qu'un seul vol par semaine dessert l'île aux nattes avec le reste du pays. Ce qui rend le coût des billets d'avion plus astronomique que jamais.

La réouverture « intégrale », sans restriction, des frontières aériennes a été une fois remise sur le tapis des discussions. Quand bien même, une partie des participants à cette rencontre a reconnu que cela ne suffira par pour remettre à flot l'économie à la dérive de Sainte-Marie. Certains ont avancé la nécessité de procéder d'ores et déjà à des actions promotionnelles de la destination. Par l'organisation d'événements pouvant rameuter des touristes, nationaux à défaut de visiteurs venus d'ailleurs. De ce côté, Joël Randriamandranto, le ministre du Tourisme, des transports et de la météorologie rappelle que la décision sur ce retour des trafics aériens ne relève pas de son seul département. Une concertation élargie avec plusieurs entités s'y penche. Tant que le spectre du variant Delta plane, la prudence serait de mise en dépit de la baisse sensible du nombre des contaminés. La haute saison touristique est déjà compromise par ces aléas endogènes et exogènes.

Les habitants de l'île paradisiaque qu'est Sainte Marie, où a été tourné le clip d'un des tubes planétaire du DJ Avici, quelques mois avant sa disparition, vit un véritable cauchemar. Au bout de l'ennui.

Air Seychelles to resume flights to Mauritius in October after 18-month pause

By: **Betymie Bonnelame**



The resumption of passenger flight follows the announcement of the full reopening of Mauritius' borders starting from October 1. (Air Seychelles)

(Seychelles News Agency) - Air Seychelles will resume scheduled passenger flights to Mauritius starting October 3, the airline said on Monday.

The Seychelles' national carrier suspended flights to Mauritius in March last year in view of restrictions imposed by the Mauritian government amid the COVID-19 pandemic.

The resumption of passenger flight follows the announcement of the full reopening of Mauritius' borders starting from October 1, leading to further ease in movement for fully vaccinated travellers.

The fares for the twice-weekly flights between Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean, and start from SCR5,599 ($374) in economy class and SCR8,999 ($602) in business class.

Travellers to Mauritius are requested to visit www.mauritiusnow.com to remain up to date with the latest entry requirements while those traveling to Seychelles should visit www.advisory.seychelles.travel.

Air Seychelles said that "as entry requirements at each destination may change due to the unprecedented environment, it is the responsibility of each traveller to verify and follow all COVID-19 pre-departure guidelines, in addition to ensuring all related travel documents are available upon check-in as requested by the country of destination."

Meanwhile, starting this month, Air Seychelles will continue its weekly direct flights to the Maldives, another island nation in the Indian Ocean.

The scheduled flights will be operated year-round by the airline's A320neo jetliner directly to Velana International Airport in Male.

L'UCCIA et le PNUD signent deux accords en faveur du secteur agricole

29/07/2021 Andjouza Abouheir



Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Union des Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture des Comores (UCCIA) ont procédé à la signature de deux accords. Il s'agit d'un accord global pour fournir un cadre de coopération et de renforcement de la collaboration entre les parties et d'un accord portant sur la fourniture de services par l'UCCIA en vue de l'accompagnement des entreprises agricoles dans le cadre du projet « promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, des femmes et des personnes vivant avec un handicap dans les secteurs porteurs de l'économie comorienne ».

Ces deux accords consistent à développer l'agriculture afin de rehausser l'économie du pays. Il s'agit d'un accord global pour fournir un cadre de coopération et de renforcement de la collaboration entre les parties et d'un accord portant sur la fourniture de services par l'UCCIA en vue de l'accompagnement des entreprises agricoles dans le cadre du projet « promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, des femmes et des personnes vivant avec un handicap dans les secteurs porteurs de l'économie comorienne ». Cette dernière aura deux interventions à savoir le renforcement des capacités des CRDE de Diboini (Ngazidja), Pomoni (Anjouan) et Mimbani (Mohéli) sur les techniques d'accompagnement en entrepreneuriat agricole afin qu'il soit capable d'accompagner les agriculteurs dans une démarche entrepreneuriale. Et la deuxième intervention, consiste à former 100 agriculteurs dont 50% de femmes en agro-entrepreneuriat et de les sensibiliser sur les exigences des marchés régionaux pour lesquels le pays est membre pour un meilleur positionnement de leurs produits.

Suite de l'article